

Les produits bio issus du commerce équitable conquièrent le marché européen

Le commerce équitable des produits agricoles venant des pays en développement est soumis à des normes de qualité et à des exigences sociales strictes qui visent en particulier aussi à développer la production bio. Le grand succès des produits bio issus du commerce équitable ces dernières années sur les marchés européens encourage les agriculteurs des pays producteurs à élargir leur production agricole sans engrais minéraux ni pesticides.

Lorsque le mouvement du commerce équitable a proposé, il y a plus de 30 ans, les premiers produits de petits producteurs de pays du sud dans les « Weltläden » (magasins du monde) et les coopératives d'achat, le « développement durable » n'était pas encore à l'ordre du jour. Le slogan « Shopping for a better world » (Acheter pour un monde meilleur) disait clairement de quoi il s'agissait : il s'agissait de commerce juste, d'une relation directe entre les producteurs et les consommateurs, qui assurait aux uns une existence conforme à la dignité humaine et qui donnait bonne conscience aux autres.

À la fin des années 80, le mouvement du commerce équitable a fait un bond en avant très net. Après l'échec de l'accord international sur le café, les prix du café (le bien commercial le plus important après le pétrole) ont chuté de façon vertigineuse sur les marchés mondiaux. L'existence d'un grand nombre de petits cultivateurs latino-américains a été anéantie. En 1989, Max Havelaar a créé le premier label de commerce équitable aux Pays-Bas. Des petits producteurs d'Amérique latine, des entreprises néerlandaises du secteur du café et des organisations non gouvernementales se sont entendues sur un prix juste pour le café brut et ont fixé des critères de production et de commerce que tous les participants étaient tenus de respecter.

Depuis lors, 18 labels ont vu le jour dans le monde. Tous ces labels se sont fédérés en créant en 1997 la « Fairtrade Labelling Organizations International » (FLO) [fédération internationale des organisations de labellisation du commerce équitable]. Le label allemand TransFair est présent sur le marché depuis 1993 (www.transfair.org).

Les normes du commerce équitable

Les normes du commerce équitable doivent être respectées à tous les niveaux – des producteurs au commerce, en passant par les importateurs et les revendeurs. Il existe deux normes fondamentales : l'une pour les petits producteurs qui sont organisés en coopératives ou autres struc-

tures démocratiques et l'autre pour les ouvriers des plantations, laquelle inclut entre autres les normes fondamentales de l'OIT pour le travail.

Comme le commerce équitable est un concept de développement, les normes de base différencient les exigences minimales (« minimum requirements »), qui doivent être satisfaites si un producteur souhaite obtenir la certification, et les exigences avancées (« progress requirements »), qui sont censées inciter les producteurs à améliorer en permanence les conditions de travail et la qualité du produit ainsi qu'à améliorer l'aspect durable de la production et du développement dans leurs organisations.

Selon les normes du commerce équitable, les marchands s'engagent

- à payer un prix équitable aux producteurs, lequel couvre les coûts d'une production durable ;
- à verser une prime (supplément de développement), qui peut être utilisée pour les travaux de développement ;
- à garantir un préfinancement si le producteur le demande ;
- à permettre des relations commerciales stables, la sécurité de planification et une production durable.

Chaque produit est en outre soumis à des critères de commerce équitable spécifiques, concernant la qualité, le prix et la transformation ainsi que les exigences de développement. Les produits bio sont payés plus cher.

La FLO Cert. GmbH (Allemagne) est responsable de la certification suivant les normes. Le plus grand organisme mondial de certification sociale contrôle et conseille 430 organisations de producteurs employant environ 800 000 personnes dans 50 pays producteurs. Avec les familles, près de 5 millions de personnes bénéficient du commerce équitable. 464 commerçants qui vendent une partie de leurs marchandises sous un label de commerce équitable sont enregistrés auprès de la FLO, parmi eux des noms bien connus comme Starbucks et Teekanne. En 2003, le taux de croissance s'élevait à 41,9 pour cent. Les plus grands débouchés sont les marchés britannique et suisse.

Tina Gordon
EED Service des Églises Évangéliques en
Allemagne pour le Développement,
Échanges Équitables
Bonn, Allemagne
Tina.Gordon@eed.de

Des bananes issues du commerce équitable – toujours bio !

Aujourd'hui, on ne peut envisager qu'une banane issue du commerce équitable ne soit pas produite selon des critères écologiques. De nombreux programmes sont financés et mis en œuvre pour convertir la production à l'aide des primes versées dans le cadre du commerce équitable. TransFair se concentre entièrement sur les bananes bio dans sa coopération avec les chaînes de commerce.

La culture biologique interdit aux paysans les pesticides et les engrais minéraux. Ils doivent avoir recours à des méthodes qui, certes, exigent plus de travail, mais sont plus payantes pour contrôler les nuisibles, éliminer les mauvaises herbes et amender les sols. Ainsi, par exemple, les cultures associées, telles qu'elles sont souvent pratiquées par les petits producteurs, sont-elles une protection naturelle et efficace contre de nombreuses maladies et de nombreux nuisibles. En même temps, un système de cultures associées produit toute une quantité de matières organiques (biomasse) et fournit ainsi au sol des éléments nutritifs pour la fertilisation organique. Le désherbage a lieu de manière mécanique, à la machette.

Pour maîtriser les maladies fongiques qui se propagent aisément dans les régions de culture chaudes et humides, les plantes doivent être protégées par mulching et par une plus faible densité de plantation dans les champs.

Les bananes bio répondent aux normes écologiques suivantes :

- interdiction des pesticides et engrais minéraux ;
- protection de l'eau et de la faune ;
- protection des forêts et des zones de végétation naturelle ;
- diversification de l'agriculture et protection contre l'érosion des sols ;
- interdiction des OGM ;
- élimination des déchets, recyclage de l'eau et économie d'énergie.

Source : TransFair



Photo: TransFair

FLO Cert. a créé des structures de certification locales pour les producteurs. Des personnes dites de liaison font office d'interlocuteurs sur place et accompagnent le développement des producteurs, qu'il s'agisse de respecter les critères, de passer à une culture biologique ou de reconstruire après une catastrophe naturelle.

Les normes environnementales

Les organisations de producteurs dans le système de commerce équitable obligent leurs membres à incorporer la protection de l'environnement à la gestion de leur exploitation. L'introduction de plans de développement, leur application et leur contrôle ont pour but de réconcilier développement économique et développement écologique. L'assolement et diverses méthodes de culture telles que la culture d'ombre sont des mesures d'application concrètes. L'usage d'engrais minéraux et de pesticides est réduit et de préférence totalement remplacé par l'utilisation d'engrais organiques et de méthodes biologiques de lutte contre les nuisibles. Les producteurs sont encouragés à réduire leur consommation d'énergie, en particulier lorsqu'il s'agit de ressources non

renouvelables. On attend de tous les membres des associations de producteurs qu'ils respectent les lois environnementales locales, nationales et internationales. L'emploi de pesticides classés I A&B par l'OMS ou faisant partie des « douze salopards » du PAN et des listes de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause de la FAO et du PNUD n'est pas autorisé. Toute exception doit être motivée par écrit avec la preuve qu'il n'y a pas d'autre alternative (<http://www.fairtrade.net>).

Équitable et bio

Actuellement « équitable » et « bio » sont des initiatives indépendantes qui mettent chacune l'accent sur un aspect différent du développement rural durable dans les pays du sud. Il existe toutefois un intérêt grandissant pour un rapprochement mutuel, aussi bien dans les associations écologiques que chez les représentants du commerce équitable. Cette tendance se fait nettement sentir au niveau des produits. La part des produits bio est actuellement égale à 45 pour cent chez TransFair Allemagne, qui, avec ce chiffre, fait partie des leaders aux côtés de TransFair USA et

de Max Havelaar France, lesquels enregistrent aussi un chiffre d'affaires très important en produits bio. Au sein de la FLO International, la part des produits bio représentait 35 pour cent du chiffre d'affaires total en 2003 et a ainsi augmenté d'environ 5 pour cent par an. Dans la plus grande maison de commerce équitable européenne, la gepa, 60 pour cent de l'assortiment alimentaire est certifié bio (www.gepa3.de).

La croissance rapide des produits du commerce équitable bio reflète la demande des consommateurs. Mais il faut bien que l'offre suive. Le manque de marchandises de qualité bio dans le système du commerce équitable a diverses causes. Par exemple, il n'est pas possible de cultiver sans pesticides si les champs voisins continuent d'être abondamment pulvérisés par avion.

De même, la prime de développement versée dans le cadre du commerce équitable ne suffit-elle pas dans certaines régions à com-

pencher les baisses de recettes pendant le passage à la culture biologique. Des financements de soutien (par exemple d'Oikocredit ou de la GTZ) seraient ici les bienvenus.

Naturellement, la question se pose : pourquoi les labels bio et les labels de commerce équitable restent-ils des initiatives indépendantes. Cela vient du fait que ces initiatives ne mettent pas l'accent sur les mêmes aspects du développement rural durable dans les pays du sud. Il existe aujourd'hui des projets pilotes qui tentent d'établir des synergies entre les contrôles sociaux et les contrôles écologiques.

Le projet de recherche SASA sur « la responsabilité sociale dans l'agriculture durable » a été mis en œuvre par Fair Trade Labelling Organizations International (FLO), Social Accountability International's (SAI), Sustainable Agriculture Network (SAN) et l'International Federation of Organic Agriculture Movements (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique – IFOAM) – quatre organisations membres de l'alliance internationale pour l'accréditation et la labellisation sociale et environnementale (ISEAL), avec pour objectif de perfectionner les procédures de contrôle et d'apprendre les uns des autres (www.isealliance.org/sasa).

Codes de conduite, conventions, responsabilité sociale des entreprises

Tandis que dans la discussion écologique, la question de la responsabilité dans la consommation de ressources naturelles, des mécanismes de sanction en cas de non-respect des conventions et normes ainsi que de la revendication de mesures préventives semble aller de soi, il est rare que quelqu'un s'inquiète du niveau de sécurité sociale et de dignité humaine consommé sur les lieux de travail dans le monde.

Avec la mondialisation, la concurrence internationale augmente entre les entreprises. Il n'est pas rare que cela s'accompagne d'une dégradation des conditions de travail. Quelques entreprises ont développé des directives relatives à leur comportement. Pour être crédibles, ces obligations volontaires, appelées codes de conduite, devraient répondre à des exigences minimales. Au nombre de celles-ci, les normes fondamentales de travail de l'OIT, elles-mêmes basées sur les conventions de sauvegarde des droits humains des Nations unies. Les codes de conduite devraient être contrôlés par des certificateurs agréés extérieurs à l'entreprise et être appliqués en collaboration avec des syndicats et des ONG. Quand il existe une législation nationale dans ce domaine, on applique la réglementation la plus sévère. Le commerce équitable offre plus que le simple respect de normes de production sociales et écologiques. Il a aussi un pro-

gramme destiné à lutter contre la pauvreté et à organiser le commerce mondial de façon plus juste. Le commerce équitable est en cela un exemple réussi d'une compréhension de la responsabilité sociale de l'entreprise au service de la politique du développement.

Le comportement des consommateurs

Les consommateurs de produits du commerce « équitable » et de produits « bio » suivent une logique différente : lorsque survient un scandale alimentaire comme celui de l'ESB, ils se tournent en plus grand nombre vers les produits bio. Si l'on parle du travail des enfants dans les mines en Inde, les gens dépensent pour l'aide d'urgence aux enfants au lieu d'acheter des tapis Rugmark ou des produits FairTrade. Tandis que les consommateurs de produits bio sont en premier lieu des gens qui prennent une décision d'achat par souci pour leur santé, les acheteurs de produits du commerce équitable pensent à l'iniquité du marché mondial. Mais le groupe des consommateurs qui souhaiteraient réunir les deux augmente. Des initiatives telles que celle de la Stiftung Warentest (organisation de consommateurs allemandes qui réalise des essais comparatifs paraissant dans la revue du même nom) qui contrôle la responsabilité des entreprises, contribuent de façon considérable à l'information des consommateurs sur l'aspect éthique d'un produit. En décembre 2004, la Stiftung Warentest, dans son test comparatif sur les vestes techniques, a vérifié

pour la première fois, outre la qualité des produits et leurs prix, également la sensibilité des fabricants ou revendeurs à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le résultat montre la marge qui existe entre une mention « très engagé » et une mention « renseignement refusé » à la rubrique responsabilité de l'entreprise. Karstadt est sorti vainqueur de ce test comparatif, tant en ce qui concerne son engagement que la présence de directives de protection sociale et environnementale. Grâce à l'engagement de la Stiftung Warentest pour la responsabilité des entreprises, des millions de consommateurs peuvent pour la première fois prendre conscience que leur acte d'achat a une signification politique et sociale.

« Changer un peu le monde » par son achat dans un « Weltladen » ou par son choix dans les rayons du supermarché, c'est aussi le message que le commerce équitable fait inlassablement passer depuis 30 ans. Ces dernières années, le commerce équitable s'est accru, est devenu plus professionnel et représente une perspective réaliste pour une agriculture durable face aux effets le plus souvent négatifs de la mondialisation pour les producteurs. Le commerce équitable est un « modèle des parties prenantes », dans lequel les producteurs interviennent activement à l'organisation et ont un grand intérêt à participer. Ce sont les consommateurs qui décident, par leur achat, de continuer ou non à soutenir ce projet. Avec l'augmentation du chiffre d'affaires des produits du commerce équitable, les producteurs sont plus nombreux à pouvoir vendre leurs produits à des prix justes et se convertir à une production biologique.

Culture écologique du café dans les Hautes Andes au Pérou

Francisca Minaya cultive ses caféiers sous la cime des arbres sur les rives escarpées du Rio Ahubamba, à 1 900 mètres au-dessus du niveau de la mer. Le café des hauts plateaux de sa « chacra », sa ferme de café, est l'un des meilleurs cafés de tout le Pérou. Pourtant, Francisca n'en a pas tiré beaucoup de profit par le passé. En effet, à la bourse de New York, les 50 kg d'Arábico ne valent que 47 de dollars US. De plus, dans le combat international pour les débouchés du café, le Pérou se voit appliquer une pénalité d'environ cinq dollars de réduction de prix. Après déduction du prix de revient de sa coopérative pour le transport, le décorticage final, le tri, l'emballage et la vente directe, il ne restait plus à Francisca, à l'époque de la chute des cours, qu'environ 30 dollars/50 kg. Cela signifiait la ruine pour elle et pour les 407 autres familles de la coopérative de producteurs de café de Huadquiña.

Le sauvetage est venu du « Mercado solidario », le « marché solidaire ». C'est ainsi que les producteurs de café de Huadquiña nomment leur coopération avec TransFair et l'importateur néerlandais Neuteboom. Depuis cinq ans, Naturland certifie en plus le café « Café Orgánico ». Toutes les familles de Huadquiña se sont converties aux conditions de culture biologiques. Aujourd'hui, les paysans le savent : c'était la planche de salut pour leur coopérative qui, il y a encore dix ans, était au bord du gouffre. Au lieu des 47 dollars du cours new-yorkais à la mi-année 2002, le commerce équitable garantit aux coopératives de producteurs 126 dollars, et même 141 dollars pour le café certifié biologique.

Source : TransFair



Photo: TransFair